

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84905 AVIGNON

MARSEILLE, le 28/01/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ROUSSELOT SAS

D/SPR/VJ/135/2024

Chemin Moulin Premier
84800 L'Isle-sur-la-Sorgue

Références : D-00716-2023 – LRAR N°1A 194 569 0727 6
Code AIOT : 0006400503

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2023 dans l'établissement ROUSSELOT SAS, implanté Chemin Moulin Premier, 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ROUSSELOT SAS
- Chemin Moulin Premier - 84800 L'Isle-sur-la-Sorgue
- Code AIOT : 0006400503
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ROUSSELOT exploite un établissement spécialisé dans la fabrication de gélatine, sur la commune de l'Isle-sur-la-Sorgue (84800).

Les activités exercées relèvent notamment de l'autorisation au titre de la rubrique 3642-1 (*traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires*) et de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510-2 (*stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts*) de la nomenclature des ICPE.

Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 22 avril 2009 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- les suites données à la précédente inspection, le 11/04/2023.

Les installations visitées sont les suivantes :

- la station de traitement des effluents industriels (STEP).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Objectifs généraux	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillances des émissions - Généralités	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Conformité au dossier de demande d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article Chapitre 1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
3	STEP	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.9	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Niveaux limites de bruit	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 6.2.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les suites données à la précédente visite d'inspection du 11/04/2023, sont satisfaisantes. Cependant, au cours de la présente visite du 10/11/2023, l'Inspection des installations classées a constaté que les aménagements temporaires réalisés à proximité du bâtiment de filtration des boues ne sont pas satisfaisants, notamment les eaux de ruissellement sur l'aire de stockage des boues déshydratées ne sont pas collectées et traitées avant rejet. Par conséquent, l'Inspection adresse à l'exploitant une lettre de suite préfectorale lui demandant de se mettre en conformité au plus tard sous un mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillances des émissions - Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, Autosurveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 11/04/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>II.-Pour la mise en œuvre du programme de surveillance, les méthodes de mesure (prélèvement et analyse) utilisées permettent de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles.</p>
Constats : <p>À l'issue de la précédente visite (04/11/2023), il avait été demandé à l'exploitant de justifier d'être en capacité de disposer d'analyses internes fiables, répétables et reproductibles pour les paramètres MES et DBO5.</p> <p>Concernant les MES, l'exploitant indique que des travaux ont été menés au laboratoire, notamment sur la base des recommandations de l'agence de l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none">• reprise du système d'homogénéisation et de répartition des échantillons ;• changement de fournisseur des filtres de filtration pour que ces derniers soient déjà lavés et pesés avant livraison, pour éviter les écarts dès l'utilisation ;• rédaction d'un nouveau protocole d'analyse et enregistrement rattaché. <p>L'exploitant a fait réaliser des analyses comparatives par un laboratoire COFRAC entre août et octobre 2023. Sur les neuf résultats d'analyses comparatives présentés à l'Inspection, deux présentent un écart notable (50 %), sept présentent un écart jugé acceptable (moins de 20 %) (<i>écarts analytiques calculés sur la base de la méthode de calcul des écarts analytiques, présentée dans le rapport APAVE « Rapport de Contrôle Des Dispositifs d'Autosurveillance » du 16/01/2022</i>).</p> <p>L'exploitant précise que les analyses comparatives se poursuivent fin 2023 et en 2024.</p> <p>Concernant la DBO5, l'exploitant indique qu'il n'y a pas de dérive constatée sur la mesure en sortie de STEP. La problématique rencontrée porte sur les analyses à fortes concentrations (sortie usine = entrée STEP). Post-inspection, l'exploitant a transmis à l'Inspection le rapport du laboratoire LAEPS du 22/11/2022, mandaté par l'agence de l'eau pour un audit du laboratoire interne Rousselot. Sur le paramètre DBO5, l'auditeur note des écarts vis-à-vis de la norme analytique, mais précise que ces derniers n'ont pas d'incidence pour l'analyse de la DBO5 en sortie de STEP compte tenu des valeurs faibles mesurées. L'auditeur formule des recommandations, qu'il conviendra de suivre.</p> <p>Les réponses apportées au constat d'écart formulée lors de la visite du 11/04/2023 sont jugées</p>

satisfaisantes.
L'exploitant adressera à l'Inspection le rapport d'audit 2023 de l'agence de l'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conformité au dossier de demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article Chapitre 1.3
Thème(s) : Situation administrative, STEP
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques, contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.
Constats : À l'issue de la précédente visite (04/11/2023), il avait été demandé à l'exploitant d'adresser sous un délai de trois mois maximum, un dossier de porter-à-connaissance relatif au projet de nouveau bâtiment de filtration, accompagné d'un calendrier des travaux (<i>pour mémoire, les trois filtres-presses historiques situés à l'intérieur du bâtiment de filtration sont hors-service. Les boues sont actuellement déshydratées sur trois filtres-presses de location situés à l'extérieur du bâtiment de filtration. Cette configuration n'est pas conforme à la situation autorisée (filtration des boues à l'intérieur d'un bâtiment). L'état structurel du bâtiment de filtration nécessite de reconstruire un nouveau bâtiment. L'exploitant projette de réaliser un bâtiment qui lui permettra de continuer à produire des boues conformes à la valorisation agronomique par épandage tout en réduisant les nuisances olfactives grâce à un stockage des boues sèches produites à l'intérieur du bâtiment, couplé à un traitement de l'air vicié.</i> Le dossier de porter-à-connaissance a été adressé à l'Inspection par courriel du 03/11/2023. À ce stade, l'exploitant indique que le choix du dispositif de traitement de l'air vicié n'est pas arrêté (<i>2 technologies sont retenues à ce stade : le biofiltre et le charbon actif</i>). L'exploitant devra compléter son dossier sur ce point dans les meilleurs délais avec tous les éléments d'appréciation : justification du choix technologique retenu au regard des meilleurs techniques disponibles, des polluants et substances odorantes à traiter, des débits et concentrations à traiter, des performances d'abattement attendues et des durées d'indisponibilité prévisibles (<i>maintenance</i>). L'exploitant envisage une mise en service du nouveau bâtiment de filtration à l'automne 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejets des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : Le débit des effluents est limité à 8 000 m ³ /j, 230 000 m ³ /mois, 380 m ³ /h. Il est surveillé en continu. Le pH doit être compris en 5,5 et 8,5. Il est surveillé en continu. La température doit être inférieure à 30°C. Elle est mesurée une fois par semaine. Les valeurs limites précisées ci-dessus s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 h. Dans le cas de l'autosurveillance journalière effectuée par l'exploitant, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures ne dépasse le double de la valeur prescrite.
Constats : À l'issue de la précédente visite (04/11/2023), il avait été demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none"> • adresser sous un délai de trois mois maximum, un porter-à-connaissance relatif aux modifications apportées à la gestion de la STEP (réensemencement régulier des bassins par des boues extérieures), qui traite notamment de l'incidence des boues extérieures sur le plan d'épandage ; • mettre en place les actions correctives nécessaires afin de fiabiliser la qualité des rejets de la STEP en ce qui concerne le paramètre matières en suspension (MES), sous un délai d'un mois maximum. <p>Concernant le premier point, l'exploitant indique à l'Inspection que le réensemencement régulier des bassins par des boues extérieures n'est plus nécessaire et n'est plus réalisé. Les actions préventives définies en partenariat avec l'INSA Toulouse et mises en œuvre permettent de prévenir les dérives du paramètre azote. Aucun nouvel épisode de dénitrification n'a été constaté depuis février 2022.</p> <p>Concernant les matières en suspension, l'exploitant confirme à l'Inspection qu'un troisième filtre-pressé à boues (filtre de location) a été mise en service. Cette action couplée à l'injection en continu de polymères a permis de maîtriser la concentration en matières en suspension (MES) dans le rejet final de la STEP. Les résultats d'auto-surveillance depuis début août 2023 jusqu'à fin octobre 2023 ne montrent aucun dépassement des VLE en concentration et en flux. Ces résultats sont confirmés par le contrôle inopiné réalisé en septembre 2023, à la demande de l'Inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Niveaux limites de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : <i>[tableau non reproduit]</i> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1., dans les zones à émergence réglementée. Une mesure du niveau sonore et des émergences sera réalisée par un organisme qualifié après accord de l'inspection des installations classées, dans un délai de six mois suivant la mise en fonctionnement de la station dépuration interne. Par la suite, cette mesure doit être réalisée tous les cinq ans.
Constats : À l'issue de la précédente visite (04/11/2023), il avait été demandé à l'exploitant de procéder à une mesure des niveaux sonores et des émergences, caractéristiques du secteur d'habitation situé à l'Ouest de la STEP (<i>objet d'une réclamation</i>), dans un délai n'excédant pas trois mois. L'exploitant indique que ces mesures ont été réalisées semaine 44, en même temps que d'autres mesures prévues en limite Est du site. L'exploitant ne dispose pas à ce jour du rapport de résultats. L'exploitant transmettra à l'Inspection le rapport de résultats, dès réception, accompagné le cas échéant des mesures correctrices envisagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Déversement accidentel
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 11/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides
Constats : À l'issue de la précédente visite (04/11/2023), il avait été demandé à l'exploitant de refaire l'étanchéité de la rétention de la cuve de polychlorure d'aluminium, située au niveau de la STEP. Sur site, l'Inspection a constaté que les travaux avaient été réalisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Objectifs généraux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/04/2009, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Objectifs généraux
Prescription contrôlée : L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité du voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Les constats suivants ont été établis au niveau la STEP : 1/ Avec la mise en place d'un 3 ^e filtre-pressé et les prochains travaux de démolition et reconstruction du bâtiment de filtration, l'exploitant a dû déplacer le stockage extérieur de boues déshydratées. Une dalle béton a été construite pour accueillir ce stockage. L'aire de stockage est ceinturée sur trois faces par des blocs béton. L'Inspection constate que les eaux de ruissellement sur cette nouvelle dalle béton ne sont pas collectées et peuvent donc s'écouler en dehors de la dalle sur des zones non revêtues. L'exploitant a indiqué à l'Inspection que des travaux complémentaires sont prévus, notamment la mise en place d'un caniveau-grille en contrebas de la dalle béton, permettant de collecter les eaux de ruissellement et les renvoyer vers le poste de refoulement (vers la STEP) existant. L'exploitant envisage une fin de travaux pour la fin d'année 2023. D'autre part, les pompes d'alimentation des filtres-pressés et les canalisations associées sont disposées sur une zone non-revêtue. Aucun dispositif ne permet de collecter ou contenir un déversement accidentel (fuite sur une pompe ou une canalisation par exemple). En conclusion, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour collecter et traiter les eaux de ruissellement et déversements accidentels sur la nouvelle plate-forme aménagée pour la déshydrations des boues de STEP et le stockage des boues déshydratées (délai : 1 mois maximum) 2/ L'Inspection a constaté que le caniveau-grille disposé à l'entrée de l'appentis, permettant de collecter les déversements accidentels et les renvoyer vers le poste de refoulement, n'est plus opérationnel (il a été obturé par une plaque). Les travaux complémentaires susvisés prévoient de réhabiliter le caniveau-grille (délai : 1 mois maximum) 3/ Derrière l'appentis sur une aire non revêtue, l'Inspection a constaté la présence d'équipements divers, de bidons de produits corrosifs disposés sur une rétention non vide (eau de pluie), de GRV non étiquetés placés sur une rétention et de deux GRV de produits chimiques corrosifs vides. Cette zone non revêtue, non abritée des intempéries et non prévue pour l'entreposage de matériels, produits ou substances dangereuses ou déchets, doit être débarrassée des équipements et produits divers qui s'y trouvent (délai : 1 mois maximum)
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Délai : 1 mois